



66/72, rue Marceau 93100 Montreuil  
0148577580

Jean Luc Dumont  
Psychosociologue  
[jldu17@gmail.com](mailto:jldu17@gmail.com)  
GRDR – Migration, Citoyenneté, Développement

Rafaël Ricardou  
Coordinateur Antenne IDF  
[rafael.ricardou@grdr.org](mailto:rafael.ricardou@grdr.org)  
GRDR - Migration, Citoyenneté, développement

Samba Yatera  
Directeur Adjoint GRDR / Sociologue  
[Samba.yatera@grdr.org](mailto:Samba.yatera@grdr.org)  
GRDR - Migration, Citoyenneté, développement

## *Crise et/en éducation* **Épreuves, controverses et enjeux nouveaux**

### **Colloque de l'AECSE** **28-29 octobre 2011**

#### **Axe 3 - Expérimentations et innovations éducatives en réponse à la crise**

##### **CRISE DE L'ECOLE OU CRISE DU SENS DE L'ECOLE ?**

##### **Rôles des réseaux associatifs entre éducation nationale, stratégies familiales et parcours scolaires des jeunes élèves issus de l'immigration subsaharienne**

L'installation, en France, des immigrés originaires d'Afrique subsaharienne débute dans les années 80. D'une immigration de travail dominée essentiellement par des hommes seuls, on passe à une immigration familiale. Cette situation a des conséquences sur la vie sociale des familles africaines et l'éducation des enfants ; ceux-ci sont confrontés au décalage entre l'éducation qu'ils reçoivent de leurs parents et le mode de socialisation qu'ils vivent à l'école, ce qui a souvent pour effet de les mettre en difficulté au sein du système éducatif comme dans leur propre famille. D'un côté l'élève

doit s'adapter à une structure scolaire dont il n'a souvent pas eu le temps d'intérioriser les normes et de l'autre, l'institution scolaire est incapable d'intégrer socialement cet enfant en prenant en compte son histoire et celle de ses parents.

A partir du moment où l'école ne peut remplir sa mission faute de pouvoir s'adapter à de nouveaux publics<sup>1</sup>, les difficultés qu'elle a dans ses relations avec les élèves et les parents induisent des situations où, bien souvent, la violence prédomine. A cela il faut ajouter le vieillissement du système scolaire qui ne répond plus aux besoins du développement économique et social du pays, l'inadéquation du contenu de l'enseignement par rapport aux transformations du marché du travail et de la structure des emplois. Et puis "l'école unique", celle dont il est question aujourd'hui, est-elle démocratique? C'est la question que pose J.P. Terrail<sup>2</sup> en constatant que si l'école est ouverte à tous, elle admet des filières qui reproduisent les mêmes inégalités qu'à l'époque où les formations étaient cloisonnées en fonction des différentes catégories de la population. Le résultat est la crise permanente: "L'école unique est une école naturellement "en crise" et particulièrement instable. D'un côté elle ouvre à chacun, dans le principe, le droit aux meilleurs parcours scolaires (...) par contre, ses promoteurs et ses responsables n'attendent d'elle rien d'autre que la fabrication au moindre coût de compétences jugées indispensables au marché du travail. Elle devient ainsi l'enjeu d'une lutte sourde et permanente"<sup>3</sup> Plus récemment, une série d'articles, parus en 2006, affirment qu'il y a bien, en France, une crise de l'école d'une grande complexité : "la crise scolaire est multidimensionnelle, à la fois crise de méthodes, des finalités, du sens, de l'autorité, du rapport aux publics et aux emplois"<sup>4</sup>, mais ces écrits signalent aussi une "crise de la pensée sur l'école". Qu'en est-il aujourd'hui, cinq ans après ?

Dans cette communication, nous abordons la question de l'école aujourd'hui, en France et de la crise qu'elle traverse en nous appuyant sur les premières données d'une étude que nous menons sur la scolarisation, au collège, d'enfants issus de l'immigration subsaharienne. La démarche adoptée est une recherche-action coordonnée par un opérateur de terrain ; le GRDR en lien avec des acteurs locaux (particulièrement les familles et les associations de migrants) de deux territoires franciliens<sup>5</sup>. Des recherches réalisées ou en cours de réalisation sur la scolarisation des jeunes

---

<sup>1</sup> Notamment les élèves issus des classes populaires ou issus de l'immigration qui accèdent plus rarement que les autres à l'enseignement supérieur

<sup>2</sup> L'école unique et sa crise, in Terrail, J.P. ss la dir. : *L'école en France. Crise, pratiques, perspectives*, p. 12

<sup>3</sup> Terrail, J.P. op. cit., p. 17

<sup>4</sup> Caillé, A. in : *Penser la crise de l'école*, Revue du MAUSS, n°28, Paris, 2006, p.5

<sup>5</sup> Aubervilliers et Les Mureaux

Africains en France en zones dites “sensibles”<sup>6</sup> montrent surtout l’impact des facteurs socio-économiques sur les histoires et devenir scolaires, mais sans donner la parole à l’élève et surtout sans connaître son histoire. Notre problématique et notre approche du terrain (analyses de trajectoires scolaires) nous amènent à centrer notre examen de la crise de l’école sur un questionnement du sens que les élèves donnent à leur expérience scolaire plutôt que sur des facteurs externes.

On peut se poser aussi la question de savoir si le projet initial des parents et leur mode d’insertion sociale et culturelle en France constituent des obstacles ou des éléments facilitateurs pour une scolarité réussie<sup>7</sup>. A ce niveau, la connaissance de l’institution scolaire par les parents, leur investissement dans le travail scolaire des enfants, leur projet de promotion sociale pour ces derniers ainsi que leur rapport au savoir et à l’école nous sont apparus comme des facteurs à ne pas négliger dans l’analyse des parcours scolaires. Quant aux dispositifs d’aide et d’accompagnement mis en place par l’éducation nationale ou d’autres organismes<sup>8</sup>, il semble légitime aussi de se demander comment ils sont connus et utilisés à l’école par les familles et quel est leur impact<sup>9</sup>

L’objectif principal de notre démarche est d’apporter une expertise sur la scolarisation de ces enfants en identifiant les difficultés que ceux-ci peuvent rencontrer à l’école, en observant comment ils tentent de les surmonter (avec succès ou pas), bref en tentant de comprendre les mécanismes responsables de la réussite et de l’échec scolaire. Cette approche, loin de se focaliser sur les difficultés des jeunes, se donne aussi pour but d’identifier et de mettre l’accent sur les cas de réussite qui sont valorisants et mobilisateurs.

En outre, un échec peut avoir des effets positifs quand il provoque une prise de conscience et une décision de réussir. Nous interrogeons les élèves pour cerner au mieux ces processus improbables et pourtant réels de conversion qui interviennent dans des parcours d’une grande diversité. Il sera alors possible de « comprendre le sens que l’adolescent, en fonction de son histoire sociale,

---

<sup>6</sup> SEGSIG, A. , MARIE LAZARIDIS : « L’immigration à l’école, Évolution des politiques scolaires d’intégration », *Santé, Société et Solidarité*, Année 2005, vol 4, n° 1, pp. 153-163

<sup>7</sup> C’est la question que pose Zaihia Zeroulou dans son article : « La réussite scolaire des enfants d’immigrés. L’apport d’une approche en termes de mobilisation », *Revue française de sociologie*, 1988, 23-3. Cf également J.P. Terrail : « De quelques histoires de transfuges », *Cahiers du Lasa*, n° 2, 1984

<sup>8</sup> Voir par ex. l’évaluation en 2011 du P.R.E, Programme de Réussite Educative menée par le cabinet ARESS, Atelier de Recherche et d’Evaluation en Sciences Sociales, sur commande de l’ACSE, Agence pour la Cohésion Sociale et l’Egalité des Chances, [http://www.lacse.fr/ressources/files/pol\\_ville\\_\\_\\_new/Etudes/Acse\\_Rapport\\_PRE\\_2010.pdf](http://www.lacse.fr/ressources/files/pol_ville___new/Etudes/Acse_Rapport_PRE_2010.pdf).

<sup>9</sup> Les enquêtes Génération 91 CEREQ apportent des éclairages sur les trajectoires scolaires et notamment le niveau de sortie du système éducatif des jeunes issus de l’immigration. Entre autres résultats il apparaît que les familles utilisent peu les dispositifs de droit commun de prise en charge des élèves.

familiale et individuelle, cherche et trouve dans le système scolaire »<sup>10</sup>. Ajoutons qu'en trouvant ce sens, l'élève prend aussi sa place à l'école. Or -c'est là une des hypothèses de l'étude- parmi les facteurs de réussite scolaire, figurent la capacité des enfants et de leur famille à trouver du sens dans la finalité de l'école. Nous pensons que la réussite scolaire est liée à la capacité de l'élève et de son milieu à mobiliser des ressources pour réaliser un projet individuel et/ou collectif clairement perçu et que l'échec est lié à la difficulté ou l'impossibilité' à mobiliser de telles ressources parce que ces dernières ne sont pas perçues.

### **Le GRDR<sup>11</sup>, un réseau d'acteurs pour initier des actions de développement économique et social**

ONG de développement, le GRDR œuvre depuis 1969 en France et dans le bassin du fleuve Sénégal en milieu rural (Mali, Mauritanie, Sénégal), régions qui se caractérisent par une forte émigration de leur population. Son activité principale est d'accompagner les migrants (ici) et les villageois (là-bas) dans l'élaboration et la réalisation des nombreux projets qu'ils initient en matière de développement des pays d'origine et d'insertion en France. L'évolution du projet migratoire de cette population (regroupement familial, présence des jeunes et vieillissement), et les difficultés qu'elle rencontre pour son intégration en France ont conduit le GRDR à renforcer ses interventions dans le domaine de l'insertion.

De fait, depuis l'année 2000, l'association accompagne des migrants et personnes issues de l'immigration pour leur insertion sociale, économique et citoyenne. L'accompagnement du GRDR se développe autour des axes suivants : l'accueil, l'appui-conseil, la formation, les animations thématiques, les cadres de concertation, les forums, la mise en réseau, l'expérimentation sociale et la recherche action. L'accompagnement vise autant les individus que leurs organisations.

Le passage d'une dynamique individuelle et familiale à un processus collectif pour le territoire d'origine s'explique d'abord par des raisons sociales. A travers les investissements des migrants et des partenariats qu'ils ont su nouer au Nord, on peut appréhender les dynamiques organisationnelles et leur impact sur les deux territoires. On assiste à l'essor du mouvement associatif comme production de nouvelles formes de solidarités et comme moyen offrant aux individus et aux groupes un cadre leur permettant de prendre des initiatives socio-économiques, culturelles et politiques.

---

<sup>10</sup> M.L. Lacaze : « Un choix de vie. Des adolescents parlent de leur scolarité », in *La réussite scolaire. Parcours et stratégies*, *Revue Migrants-Formation*, n° 81, juin 1990, MEN-CNDP

<sup>11</sup> Groupe de Recherches et de Réalisation pour le Développement Rural

Les actions des personnes issues de l'immigration en faveur de leur pays d'origine et la France sont multidimensionnelles. Elles montrent une grande diversité d'approches nourries de la richesse multiculturelle et révèlent que les migrations internationales sont sources d'enrichissement mutuel entre territoires. Toutefois, la question de la légitimité et de la reconnaissance des acteurs du mouvement associatif n'est pas futile. En effet, les représentations, la manière dont sont perçues les personnes issues de l'immigration, ont des incidences sur leur parcours d'insertion en France et sur leur rôle comme acteur des territoires. En effet, la plupart des associations accompagnées par le GRDR proposent des actions qui mettent en lien une diversité de lieux et de thèmes, articulant questions d'insertion et de développement, la France, l'Afrique et l'Europe. Leurs actions sont à ce titre « pluridimensionnelles », et cette caractéristique semble profondément déstabiliser les pouvoirs publics alors même qu'elle fonde les processus de réorganisation des formes d'appartenance sociales et culturelles et permet le développement de formes originales de pratiques citoyennes.<sup>12</sup>

De façon plus générale, les accompagnements menés par le GRDR montrent que toute participation à un projet associatif conduit à l'acquisition de compétences, à la connaissance de réseaux et d'acteurs, à une ouverture sociale, et favorise la confiance en soi et ce que nous appelons « un sentiment d'utilité sociale et/ou citoyenne ». Participer à un projet associatif peut également avoir des effets sur les relations familiales, de genre et intergénérationnelles. En ce sens, les associations sont vecteurs de transformations sociales, à la fois à titre individuel et collectif.

Dans une perspective de recherche/action, l'étude sur la scolarisation des enfants de migrants menée par le GRDR, mobilise l'expertise des associations de migrants à travers leur implication dans le projet. Tant dans la mise en oeuvre du protocole d'enquête, (participation au comité de pilotage, mise en lien avec les familles, analyse des pratiques) que dans l'appropriation des résultats et la mise en place d'actions en lien avec les dispositifs de réussite éducative et l'institution scolaire. Par cette démarche, l'étude des trajectoires scolaires des enfants s'accompagne d'un questionnement des pratiques des acteurs impliqués dans le champ éducatif.

De fait, les associations de migrants, interviennent à différents titres en matière de scolarité et de formation (également d'insertion professionnelle). Les modalités d'action sont différenciées selon le type d'associations, qu'il s'agisse d'associations villageoises et de fédérations de migrants, d'associations de femmes ou de jeunes. Les noms de ces associations, sont à ce titre, significatifs des positionnements et préoccupations de leurs membres. Parmi les exemples d'associations et

---

<sup>12</sup> *Actions collectives et jeunesse(s) « issue(s) des migrations » subsahariennes en France. Pratiques et expériences du GRDR ; R.Ricardou, S. Yatera. Ed. érès, revue EMPAN, 2007 - N° 67, pages 112 à 116*

d'actions évoquées, figurent deux acteurs mobilisés et impliqués dans les comités de pilotage de l'étude, sur chacun des territoires visés, les communes des Mureaux et d'Aubervilliers.

Un premier exemple d'actions témoigne de l'évolution des associations de migrants, dont les objectifs initiaux concernaient principalement le développement des pays d'origine, et qui progressivement se sont positionnées sur des problématiques liées aux parcours de vie en France, en prenant en compte les dimensions intergénérationnelles<sup>13</sup>. Ainsi de fédérations d'associations de migrants, telles que le RAME – Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe – et le RADBFS – Réseau des Associations de Développement du Bassin du Fleuve Sénégal – qui ont co-organisé le 20 novembre 2005, à la Bourse du Travail de St Denis, avec d'autres associations telles que le HCM – Haut Conseil des Maliens – l'APS – Association pour la Promotion de la culture Soninké – ou le CGF – Conseil des Guinéens de France, une rencontre-débat intitulée « *Elus, parents, jeunes, enseignants : quelle citoyenneté dans les banlieues de la République ?* » On peut également citer la rencontre « *Education et parentalité* » organisée par le RAME en juin 2007 à Paris 18<sup>e</sup><sup>14</sup>. Il faut souligner que les associations de migrants, notamment les fédérations, sont fréquemment catégorisées comme OSIM par les pouvoirs publics : Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations. Catégorisations qui ne sont pas sans incidences sur la façon dont peuvent être envisagés le rôle et la place de ces associations et qui témoignent d'un décalage entre la représentation qui en est faite et la réalité de leurs pratiques. Ces exemples permettent également d'illustrer le mode de structuration des associations de migrants, de l'association villageoise à la fédération nationale. De fait, ce type d'organisation fait partie des acteurs locaux mobilisés dans la présente étude, à travers une association villageoise située à Aubervilliers : l'ABDI, Association Bouillyenne pour le Développement et l'Insertion (du nom d'un village en Mauritanie, Bouilly). La coopération entre Bouilly (une commune de la wilaya du Guidimakha, région de Mauritanie) et Aubervilliers en Seine-Saint-Denis illustre les évolutions associatives et la multiplicité des ancrages territoriaux. Un groupe de Mauritaniens résidant en Ile-de-France sont à l'origine du jumelage. Plus de 10 ans (de juin 1994 au 9 octobre 2004) ont été nécessaires pour convaincre les élus de ces deux territoires à travailler ensemble. Les débats à Aubervilliers, les appuis techniques d'Albertivillariens, notamment du personnel de santé, à la conduite de projets pour Bouilly finissent par transformer les objectifs de cette association qui à son origine, était principalement tournée vers l'Afrique : elle change de nom en 1996 et devient l'association

---

<sup>13</sup> *La Mauritanie. Immigration et Développement dans la Vallée du Fleuve Sénégal*, YATERA, Samba. Coll. Alternatives Rurales. Paris. L'Harmattan. 1997 ; *Les Soninké en France: d'une histoire à l'autre*, Mahamet Timera KARTHALA Editions, 1996.

<sup>14</sup> Le caractère daté de ces actions témoigne d'une préoccupation qui n'est pas nouvelle et qui reste contemporaine avec l'organisation de nombreuses autres actions depuis lors.

bouillyenne pour le développement et *l'insertion*<sup>15</sup>. Soulignons que l'ABDI, est membre de la fédération des associations du Guidimakha (UAGF, Union des Associations du Guidimakha en France) elle-même membre du RAME, Réseau des Associations Mauritanienes en Europe.

Si les associations et fédérations de migrants ont fait progressivement des questions de scolarisation et d'éducation un de leurs champ d'intervention, pour les associations de femmes migrantes il s'agit parfois de préoccupations qui sont à l'origine même de leur création. C'est le cas de l'APVB, Association des Parents de la Vigne Blanche, créée il y a une dizaine d'années avec l'appui du GRDR sur la commune des Mureaux, Yvelines. Le cadre associatif a fournit à des mères de familles immigrées les moyens d'intervenir sur une situation d'insalubrités (fuites d'eau, isolation) dans une des écoles où étaient scolarisés leurs enfants. Elles entendaient agir sur un des facteurs de la réussite scolaire, celui des conditions matérielles d'enseignement. Elles posaient ainsi également la question d'un même traitement dans l'accès au savoir et à l'éducation (inégalités territoriales, carte scolaire). L'association continue d'intervenir depuis dans le champ éducatif tout en diversifiant ses actions dans le domaine socioculturel (alphabétisation, insertion professionnelle des jeunes, stages, activités génératrices de revenus). L'ancrage local de cette association se confirme avec l'élection de la fille d'un des membres, à la fonction d'adjointe au maire à la jeunesse et à l'éducation. Dans le cadre de l'étude sur la scolarisation, l'APVB fait partie des membres du comité de pilotage mis en place sur la ville des Mureaux. Le cas de l'APVB peut illustrer certaines formes de structurations des mouvements associatifs féminins immigrés.

Les multiples initiatives que prennent les migrants en matière d'éducation, malgré leur importance et leur caractère souvent innovant, ne sont pas toujours et/ou suffisamment pris en compte par les autres acteurs éducatifs, notamment les pouvoirs publics. De fait, lorsqu'elles interviennent sur le local, en France, ces associations peuvent être confrontées à des formes d'action prescrites qui tendent à restreindre leurs champs d'interventions. Ainsi, dans une ville de la banlieue parisienne, un diagnostic territorial réalisé par le GRDR en 2007 avait souligné le sentiment répandu parmi les membres des associations (de migrants) locales, que l'on attendait d'eux une limitation de leurs actions publiques à de l'animation locale<sup>16</sup> : « les fêtes de quartier, c'est pour les immigrés » dit l'un d'eux. Un constat similaire a été dressé par E. Palomares et A. Rabaud : « Pour apporter la preuve de leur appartenance légitime à la collectivité en investissant ces espaces de développement

---

<sup>15</sup> Cf. Kotlok N. et Semedo C. (à paraître), *Les territorialités migrantes à l'épreuve des projets de développement : le partenariat Aubervilliers-Bouilly*, Poitiers, Espace Mendès France.

<sup>16</sup> Cartiaux Marielle, Ricardou Rafaël ; 2008. « Fondements et effets des catégorisations de l'engagement associatif : exemples de jeunes d'ascendance immigrée », - communication Chaire Quetelet - Université Catholique de Louvain.

du “lien social”, ces catégories de populations sont enjointes de se sentir concernées et s’impliquer dans des activités bien circonscrites, au contenu a priori plus social que politique, telles que fêtes et repas de quartier. Autrement dit, ces activités dites citoyennes sont conçues pour évacuer, autant que possible, les conflits, les rapports de force et les revendications collectives »<sup>17</sup>

### **Une recherche-action pour produire du sens en réponse à la crise**

Enfin l’intérêt également, dans cette étude, est la démarche elle-même: recherche-action<sup>18</sup>, expérimentation sociale et analyse des processus en concertation et en coopération avec les acteurs locaux. L’interrogation qui nous paraît essentielle est: Comment peut-on articuler recherche et action collective, participation des collectivités locales, institutions éducatives, réseaux d’associations à la recherche et réflexion sur l’action politique, économique, sociale et éducative en train de se faire. L’idée d’un “tiers espace à partager proposée par H. Bazin<sup>19</sup> semble, ici, pertinente dans la mesure où elle matérialise la condition de possibilité de la recherche-action. La réunion d’acteurs locaux et de chercheurs constitue, le temps de leur travail commun, un tiers espace distinct de leurs espaces réciproques ordinaires.

### **Eléments de méthodologie**

Notre démarche s’appuie non seulement sur l’analyse d’itinéraires scolaires existants, mais aussi sur la connaissance des interactions entre les acteurs participant à la scolarité de l’enfant : familles, associations, services de la ville et école ; elle s’attache à en analyser les effets (alliances, oppositions, résistances, enjeux de pouvoir), pour comprendre les perceptions postures et stratégies d’acteurs constituant la trame où se tissent des liens -parfois fragiles- entre élèves et école. Par ailleurs un “tiers espace” peut constituer localement un principe de travail, la trame d’un

---

<sup>17</sup> Palomares et Rabaud, 2006 ; voir aussi Tissot, 2007.

<sup>18</sup> De nombreux auteurs ont écrit sur la recherche action ; on peut citer J. Ardoino H. Barbier (à préciser) Nous voudrions souligner, ici, l’idée de l’efficience du savoir produit dans la recherche ; « la connaissance est directement agent de transformation » , cf Bazin H. [2006], Comparaison entre recherche-action et recherche classique, document électronique in bibliographie R-A, disponible sur <http://biblio.recherche-action.fr/document>

<sup>19</sup> « Il ne s’agit pas ici de figer une définition du tiers espace, mais d’inviter chacun dans son champ socioprofessionnel à réinterroger sa pratique à travers cette notion, comprendre en quoi elle peut produire un décalage dans notre manière de penser, de se positionner, d’agir, et dans ce cas, en quoi ce décalage provoque de nouvelles connaissances et nous invite à expérimenter d’autres cadres d’implication. Par exemple, nous serons sûrement amenés à nous interroger sur le rapport de l’individuel au collectif, sur les notions d’intervention et de participation, également sur la notion de coproduction en situation en discussion avec les notions de lieux, de territoire et d’activités, et plus généralement sur la posture hybride qui nous incite à conjuguer la notion de « tiers » (intermédiation, multiplicité, altérité, levier) et d’« espace » (entre-deux, interstice, rhizome, mouvement). » H. Bazin (laboratoire d’innovation sociale par la recherche action).



développement social susceptible de soutenir mobilisation des ressources identification et réalisation de projet. Il représente un outil de médiation dans la mesure où il accompagne l'effort de recherche, que ce soit dans l'ordre d'une recherche comme celle que nous menons ou de la stratégie d'un élève pour réussir. La construction de cet espace est partie intégrante de la démarche de la recherche action

Les réflexions méthodologiques présentées ici restent, pour une grande part, conformes à des règles classiques de l'enquête sociologiques, mais renvoient également à une analyse compréhensive des trajectoires individuelles et collectives, l'approche biographique<sup>20</sup>. Il s'agit d'une expérimentation sociale conduite en partenariat avec les acteurs locaux en mutualisant expériences et connaissances produites. Le but est d'expliquer, comme nous l'avons dit plus haut, les mécanismes responsables de l'échec et de la réussite scolaire, mais aussi de valider des outils d'aide et d'accompagnement à la réussite scolaire, soit en améliorant des formules existantes, soit en innovant. Ainsi notre méthode se définit dans un espace de co-production entre acteurs et chercheurs, une recherche au service de l'action.

L'étude est menée sur les communes d'Aubervilliers et des Mureaux. Un échantillon de 300 familles a été constitué sur les deux communes ci-dessus indiquées. Pour l'étude des parcours scolaires, nous avons fait le choix d'un échantillon d'une trentaine de d'élèves de classe de cinquième parmi les 300 familles enquêtées.

Un questionnaire a été élaboré pour 300 familles ayant des enfants en cours de scolarisation, notamment au collège afin de connaître leurs conditions socioéconomiques d'existence. Ce questionnaire vise aussi à cerner le projet migratoire des parents et à mesurer le niveau de leur implication dans le travail scolaire de leurs enfants. Plusieurs niveaux de questionnement : évaluer la perception des parents du collège et de leur degré d'investissement dans le suivi scolaire, connaître le projet éducatif des parents et mode de fonctionnement de la famille en France, identifier les variables sociales, culturelles, familiales et économiques qui constituent un atout ou handicap dans le parcours de scolarisation des jeunes.

Dans un deuxième temps, des entretiens visant à analyser ces parcours appliquent une méthodologie d'analyse de récits de vie L'analyse des parcours scolaires est une méthode qualitative et, comme telle, elle ne se fonde pas sur des statistiques mais ne saurait se réduire non

plus à une étude monographique, c'est une analyse de la complexité<sup>21</sup>. Bien conduite l'analyse qualitative atteint l'essentiel des déterminations en jeu ; ainsi le parcours scolaire d'un élève, saisi à travers son histoire de vie, est multi référentiel, il traverse l'ensemble de ce qui se trame à l'école, entendons par là la trame sociale tissée par les parents, l'institution, les professionnels de l'éducation et de l'action sociale, les politiques et permet d'interroger le rôle des associations locales, la place de l'école dans le projet familial, les résistances institutionnelles, etc.

Le troisième temps correspond à des enquêtes par interviews semi directifs concernant des professionnels de l'éducation, ainsi que des travailleurs sociaux et responsables associatifs acteurs intervenant plus ou moins directement dans les parcours des élèves pour recueillir leur perception globale de la situation et leur motivation à s'investir dans l'enquête elle-même ou les applications qu'elle permettrait.

L'enquête permettra de faire un bilan des dispositifs existants mis en place par l'institution scolaire et ses partenaires<sup>22</sup> et d'évaluer leur impact dans les territoires concernés. Des propositions concrètes d'actions pourront être formulées. Il s'agira alors de voir quelles sont les possibilités d'interventions des institutions et des associations dans le suivi et l'accompagnement des élèves et donner des directions pour améliorer les dispositifs pédagogiques existants et contribuer à la réussite du projet scolaire de l'enfant dans le système éducatif par en proposant des actions de médiation entre système scolaire et familles. Ce sera un des prolongements de cette étude des parcours scolaires : le bilan à faire des dispositifs de droit commun existant dans les villes concernées par l'enquête. Ainsi notre démarche s'appuie sur tout un réseau de partenaires impliquant des acteurs locaux, des parents, associations de migrants, professionnels de l'éducation, participant aux différents comités de pilotage de l'étude pour l'information et le suivi de la recherche, notamment dans son volet opérationnel. La participation des acteurs locaux (et le recours à leurs compétences propres) redéfinit, sur ce terrain, la posture du chercheur

## **ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE**

---

<sup>21</sup> Bertaux, D. : « L'approche biographique. Sa validité méthodologique, ses potentialités », Cah. Intern. de sociologie, Vol.LXIX, 1980, pp. 197-225 - *Les récits de vie*, Paris Nathan Université, 1997  
Balan, J. et Jelin, E.: "La structure sociale dans la biographie personnelle", *Cah. Intern. de Sociologie*, Vol. LXIX, 1980  
Dominici, P.: "La biographie éducative en un itinéraire de recherche." *Education permanente*, nos 72/73, 1984, pp.75-86  
Ferraroti, F.: *Histoire et histoires de vie sur la méthode biographique dans les sciences sociales*, Méridiens, Paris, 1983  
Flahaut, F.: *La parole intermédiaire*, Paris, Seuil, 1978

<sup>22</sup> L'opération «ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration» a été mise en place, à titre expérimental, pour l'année scolaire 2008-2009, dans 12 départements de 10 académies. Cette opération est copilotée par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (aujourd'hui rattaché au Ministère de l'intérieur). L'analyse de ce dispositif fait partie du champ de la présente étude.

BARDET B., ROZARIO : *Des pratiques d'accompagnement des jeunes issus de l'immigration*. FAS (Fonds d'Action Sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles).Paris : CLP, 1999.

BAROU J. : *L'immigration en France des ressortissants des pays d'Afrique noire*, Rapport du groupe de travail interministériel Paris : Secrétariat Général à l'Intégration, 1992.

BERTAUX, D. : « L'approche biographique. Sa validité méthodologique, ses potentialités », Cah. Intern. de sociologie, Vol.LXIX, 1980, pp. 197-225

BALAN, J. ET JELIN, E.: "La structure sociale dans la biographie personnelle", *Cah. Intern. de Sociologie*, Vol. LXIX, 1980

BOYER, R. / DELCLAUX, M. : *Des familles face au collège*.- INRP, 1995

CAILLE, J-P.- « Les familles et le collège : perception de l'établissement et relations avec les enseignants au début des études secondaires ».- *Education & formations*, 07/2001

CAILLE, A. in : *Penser la crise de l'école*, Revue du MAUSS, n°28, Paris, 2006,

CARTIAUX M, RICARDOU R ; 2008. « Fondements et effets des catégorisations de l'engagement associatif : exemples de jeunes d'ascendance immigrée », - communication Chaire Quetelet - Université Catholique de Louvain.

DEMAZIERE, D., DUBAR, CL : *Analyser les entretiens biographiques, l'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan, 1997.

DIOP A.M., ANTOINE M. : *Les jeunes africains en France, Synthèse d'une enquête*. Mantes la jolie : Service national des communautés africaines, 1989;

DOMINICI, P.:" La biographie éducative en un itinéraire de recherche." *Education permanente*, nos 72/73, 1984, pp.75-86

DUBET, F. MARTUCELLI, D. : « A l'école. Sociologie de l'expérience scolaire » Seuil, 1996.

DURU – BELLAt, Agnès Henriot – Van Zanten : « Sociologie de l'école » Armand Colin, 1992.

FERRAROTI, F.: *Histoire et histoires de vie sur la méthode biographique dans les sciences sociales*, Méridiens, Paris, 1983

FLAHAUT, F.: *La parole intermédiaire*, Paris, Seuil, 1978

GAYET, D.- *L'école contre les parents*.- INRP, 1999.-

H' LIMI, E. : *Répertoire des associations communautaires africaines agissant pour l'insertion en France*, GRDR Réseau Médiateur Montreuil : GRDR, 1995

HEBRARD, J. : « La mixité sociale à l'école et au collège ». Ministère de l'éducation nationale in *Africultures* N°43, Paris : L'Harmattan, 2001. pp. 69-72(AFR)

JOFFRES, S. : *Les médiateurs scolaires révélateurs du dysfonctionnement de la relation école/famille Migrants formation*, n° 97, Juin 1994.

KOTLOK N. ET SEMEDO C. (à paraître), *Les territorialités migrantes à l'épreuve des projets de développement : le partenariat Aubervilliers-Bouilly*, Poitiers, Espace Mendès France.

LAGRANGE, H : *Le déni des cultures*, ed Seuil 2010

LORCERIE, F. : La « scolarisation des enfants de migrants » : fausses questions et vrais problèmes, in Philippe Dewitte (dir.), *Immigration et intégration, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999, p.212-221.

MAGUER, A., BAROU, J., RIGALDIES F. : « Modes de vie et intégration des enfants et adolescents issus de familles africaines subsahariennes ». Synthèse d'une étude effectuée pour la DPM. in *Migrations Etudes N°88.* /, in *Hommes et migrations N°1235.* /MABON (A.). Paris : ADRI, 2002. pp.86-95

MINGAT, A., DURU-BELLAT, M : « Analyse de la genèse temporelle des trajectoires scolaires », *Revue française de pédagogie*, Année 1989, vol. 88, pp. 5-15

PAYET J-P, « École et immigration. Un bilan des travaux (1996-2002), un programme de recherche », *La discrimination ethnique. Réalités et paradoxes*, n° 135, 2003, p. 103-122.

PAYET J.-P., VAN ZANTEN A. (1996), « L'école, les enfants de l'immigration et des minorités ethniques. Une revue de la littérature française, américaine et britannique », *Revue française de pédagogie*, 117, p. 87-149.

PAYET, J.P. : « Civilités et ethnicités dans les collèges de banlieue : enjeux, résistances et dérives d'une action scolaire et territorialisée » *Revue française de Pédagogie*, n°101 octobre-novembre-décembre 1992.

POIRET (C.).L'immigration familiale d'Afrique noire en région Ile-de-France: famille et habitat au coeur des mutations. Rapport final à la DASS, à la DPM, au FAS, à l'OMI et à la MIRE. Etude FAS.

QUIMINAL (C.), TIMERA M., FALL B., DIARRA H. : « Les jeunes filles d'origine africaine en France : Parcours scolaires, accès au travail et destin social ». in : *Migrations Etudes N°78* Synthèse d'une étude DPM, Paris, ADRI, 1997

RICARDOU, R. YATERA, S. *Actions collectives et jeunesse(s) « issue(s) des migrations » subsahariennes en France. Pratiques et expériences du GRDR* ; in *EMPAN N° 67-*, pages 112 à 116, 2007

SEGSIG, A. , MARIE LAZARIDIS : « L'immigration à l'école, Évolution des politiques scolaires d'intégration » , *Santé, Société et Solidarité*, Année 2005, vol 4, n° 1, pp. 153-163  
Synthèse d'une enquête, Mantes la jolie : Service national des communautés africaines, 1989

TERRAIL, J.P. ss la dir. : *L'école en France. Crise, pratiques, perspectives*,

TIMERA, M. : *L'identité et la scolarité des enfants issus de l'immigration africaine.* Conférence du Casnav de l'académie de Paris, 1998, avec le soutien du Fasild

TIMERA, M.. : « Les Soninkés en France – d'une histoire à l'autre » Ed ; Karthala 1996.

VALLET L.-A. : « L'assimilation scolaire des enfants issus de l'immigration et son interprétation : un examen sur données françaises », *Revue française de pédagogie*, 117, p. 7-27, 1996

VALLET L.-A., CAILLE J.-P. : *Les élèves étrangers ou issus de l'immigration dans l'école et le collège français. Une étude d'ensemble*, Les dossiers d'Éducation et Formations, 67, Direction de l'Évaluation et de la Prospective, Ministère de l'Éducation nationale, Paris, 1996.

YATERA , Samba : *La Mauritanie. Immigration et Développement dans la Vallée du Fleuve Sénégal*, Coll. Alternatives Rurales. Paris. L'Harmattan. 1997

ZEROULOU Z. : « Mobilisation familiale et réussite scolaire », *Revue européenne des migrations internationales*, 1985.

ZEROULOU Z. (1988), « La réussite scolaire des enfants d'immigrés. L'apport d'une approche en termes de mobilisation », *Revue française de sociologie*, 29, 3, p. 447-47